

Regarder le monde à partir d'en bas

Vivian Labrie

Number 775, November–December 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72908ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Labrie, V. (2014). Regarder le monde à partir d'en bas. *Relations*, (775), 22–24.

Regarder le monde à partir d'en bas

L'humanisme ne peut se déployer dans notre société sans s'enraciner dans la réalité et les aspirations des gens qui en sont à la marge.

VIVIAN LABRIE

L'auteure, cofondatrice du Collectif pour un Québec sans pauvreté, est chercheuse et animatrice de projets intégrant l'expertise de personnes en situation de pauvreté

Que peut-on apprendre du devoir de regarder le monde à partir d'en bas dans la recherche de postures qui pourraient rallier des hommes et des femmes de bonne volonté à plus d'humanité dans les choix collectifs? Cette exigence d'un humanisme bien ancré au sol s'impose particulièrement alors que deux commissions sont chargées de réexaminer de larges aspects de l'entente implicite et explicite qui structure le vivre-ensemble au Québec: l'une dans la perspective de favoriser «une croissance économique durable» à travers la fiscalité, l'autre dans celle «d'examiner le panier de services publics et de s'assurer que l'argent des contribuables est bien utilisé» dans les programmes de l'État.

En puisant dans plusieurs années d'observation de la lutte contre la pauvreté, j'ai cherché des repères qui pourraient contribuer à construire des consensus dans notre société coïncée entre les prêts-à-penser de l'économisme et un désir d'horizons plus larges et plus satisfaisants pour les êtres en quête de sens et de relations que nous sommes. En voici quelques-uns qui me paraissent aptes à dépasser les intérêts particuliers et les chapelles idéologiques, en vue d'une société pour toutes les personnes.

LA GRAVITÉ DE LA CONDITION HUMAINE

Le point de départ est à la fois simple et fondamental. Nous vivons sur la planète Terre, nous sommes soumis aux lois de l'univers et notre existence, qui est le fruit d'une longue évolution, dépend de notre capacité de coexister avec les autres personnes, avec l'ensemble du monde vivant et avec notre environnement. Si la vie nous est transmise et donnée au départ, notre maintien en vie suppose de pouvoir accéder quotidiennement, et en quantité suffisante, à un ensemble de ressources vitales qui vont alimenter nos corps et nos esprits. Ici, l'économie rejoint la spiritualité au sens où la vie est faite d'échanges: respirations, nourritures, objets, paroles, productions, reproductions, propositions. Notre survie dépend d'un jeu ininterrompu d'équilibres dont il faut prendre soin. L'accès aux ressources vitales et, dans nos sociétés, à l'argent qui médiatise l'accès à ces ressources, est central à notre survie.

L'exigence d'un humanisme bien ancré au sol s'impose particulièrement alors que deux commissions sont chargées de réexaminer de larges aspects de l'entente implicite et explicite qui structure le vivre-ensemble au Québec.

À cet égard, une comparaison, imaginée en 1971 par l'économiste hollandais Jan Pen, fournit une métaphore efficace montrant l'incompatibilité des inégalités de revenu avec la gravité, au sens propre et au sens figuré, de notre condition humaine et terrienne. Elle va comme suit. Si la hauteur des humains était proportionnelle à leur revenu, le revenu moyen équivalant à la hauteur moyenne d'une personne, et que la population défilait devant nous en une heure par ordre croissant de revenu, les premières personnes se confondraient presque avec le sol; après une demi-heure, les suivantes nous arriveraient à la taille, n'atteignant notre hauteur qu'après trois quarts d'heure. Dans les dernières minutes, la hauteur des personnes serait affolante, les dernières pouvant atteindre des kilomètres de haut!

Dans nos sociétés de l'argent, un équilibre fondamental est rompu. Et c'est d'autant plus grave que les premiers dollars dans un revenu sont vitaux: s'ils manquent, il y a atteinte à l'espérance de vie, alors qu'au-delà d'une certaine somme, ils n'ajoutent plus rien à la survie ni à la qualité de vie, ils peuvent même lui nuire. Nous pourrions apprendre à mieux équilibrer les choses en tenant compte de cette gravité de la condition humaine.

L'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme est venu répondre, en 1948, à cette question de la gravité en proposant un standard pour des formes d'altérité solidaires: «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.» Cet énoncé a pris valeur de repère fondamental pour l'humanité même s'il est loin d'être réalisé, tant à la naissance qu'au cours de l'existence. On pourrait le voir comme un credo de base sur lequel fonder le projet collectif d'une société plus humaniste portant attention à toutes les personnes.

SANS PAUVRETÉ, RICHES DE TOUT NOTRE MONDE

De même, c'est pratiquement un programme politique qui s'énonce dans l'objectif de «tendre vers un Québec sans pauvreté» figurant à l'article 1 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec en 2002, ainsi que dans les cinq buts énoncés dans cette loi: «promouvoir le respect et la protection de la dignité des personnes en situation de pauvreté et lutter contre les préjugés à leur égard»; «améliorer la situation économique et sociale des personnes et des familles qui vivent dans la pauvreté et qui



Éric Godin, *Mes nuits sans lune*, techniques mixtes sur toile, 122 x 122 cm

sont exclues socialement»; «réduire les inégalités qui peuvent nuire à la cohésion sociale»; «favoriser la participation des personnes et des familles en situation de pauvreté à la vie collective et au développement de la société»; «développer et renforcer le sentiment de solidarité dans l'ensemble de la société québécoise afin de lutter collectivement contre la pauvreté et l'exclusion sociale». Partir des plus pauvres devient ici une manière bonne pour tous et toutes de se régir.

À cette visée d'une société «sans pauvreté» –un apport citoyen retenu dans la loi, qui renverse la façon de considérer l'horizon politique–, on pourrait ajouter l'expression «riche de tout son monde». Apparue au cours des années 2000 dans le cadre du travail fait avec des personnes en situation de pauvreté, elle pose à la fois la question de l'inclusion, de la diversité et d'une autre façon de considérer la richesse. On pourrait aussi ajouter «riche pour tout le monde» s'inspirant de réflexions citoyennes menées ici comme ailleurs et conduisant à aborder ce qui peut «faire richesse» pour l'humanité dans une perspective d'abondance partagée et donc de plus grande égalité. Ces trois termes pris ensemble offrent une formulation positive et un potentiel de consensus en faveur d'un devenir dont il s'agirait ensuite de concevoir la feuille de route, un pas après l'autre.

Pour avancer dans cette direction, les finances publiques devraient se soucier autant des inégalités et des manques affectant la couverture des besoins de base que des flux monétaires qui composent le PIB. Ce n'est pas encore le cas. Le terme *PIB* apparaît au moins 200 fois dans l'épaisse documentation d'un budget du Québec. Com-

parativement, les mots *inégalités* et *pauvreté* sont rares. Ils sont même complètement absents de la documentation du budget 2014-2015. C'est grave. Il serait pourtant possible, comme société, d'exiger que les budgets publics fassent rapport tous les ans non seulement de leur effet sur l'économie monétaire, mais aussi sur la progression d'une économie «sans pauvreté, riche de tout son monde et riche pour tout le monde».

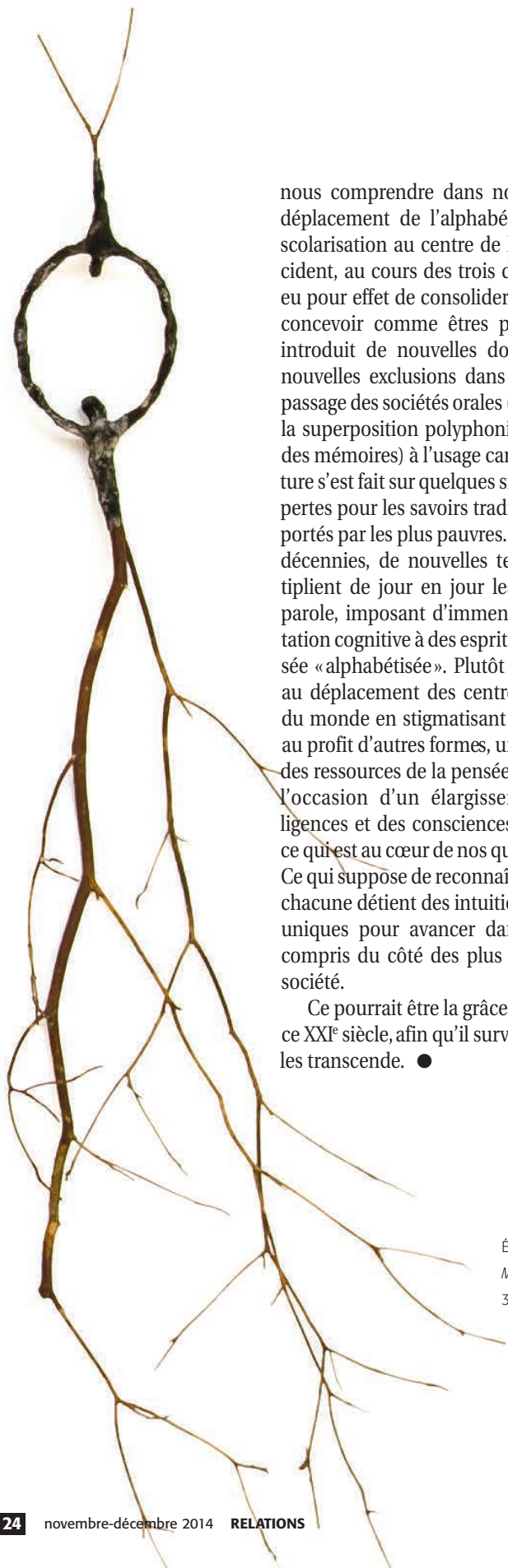
BONHEUR, BIEN-ÊTRE ET BIEN-VIVRE

Ces dernières années, on a entendu parler d'indicateurs qui, au-delà de la dimension purement monétaire, pourraient donner une certaine mesure du bonheur dans nos sociétés. L'OCDE a publié des indicateurs de mieux-vivre, dont les moyennes peuvent cependant cacher les écarts. Il est par ailleurs assez paradoxal qu'on désigne habituellement par «bien-être social» une protection sociale minimale équivalant à la moitié du revenu nécessaire pour la couverture des besoins de base et qui stigmatise les plus pauvres et les assigne à des situations de déficit humain. Heureusement les sociétés peuvent apprendre les unes des autres dans la quête d'un vivre-ensemble bon pour toutes et tous. Le modèle scandinave en est un exemple. L'émergence, en Amérique latine, d'une pensée du bien-vivre, du *buen vivir*, qui emprunte aux sensibilités autochtones et à l'idée d'une commune appartenance à la Terre-Mère, pourrait aussi nous inspirer pour concevoir des protections sociales plus solidaires.

TRANSFORMATION PERSONNELLE, SOCIALE ET COGNITIVE

Enfin, je crois qu'il est essentiel de chercher comment intégrer à la fois l'individuation, l'interdépendance et la variété des modes de pensée qui peuvent nous permettre de mieux

1. Ministère des Finances, *Le défi des finances publiques du Québec. Budget 2014-2015*, Québec, Gouvernement du Québec, p. 39.



nous comprendre dans notre diversité. Le déplacement de l’alphabétisation et de la scolarisation au centre de la culture en Occident, au cours des trois derniers siècles, a eu pour effet de consolider des façons de se concevoir comme êtres pensants qui ont introduit de nouvelles dominations et de nouvelles exclusions dans nos sociétés. Le passage des sociétés orales (caractérisées par la superposition polyphonique des récits et des mémoires) à l’usage canonique de l’écriture s’est fait sur quelques siècles et non sans pertes pour les savoirs traditionnels souvent portés par les plus pauvres. Depuis quelques décennies, de nouvelles technologies multiplient de jour en jour les possibles de la parole, imposant d’immenses défis d’adaptation cognitive à des esprits formés à la pensée « alphabétisée ». Plutôt que de conduire au déplacement des centres et des marges du monde en stigmatisant certaines formes au profit d’autres formes, une diversification des ressources de la pensée pourrait devenir l’occasion d’un élargissement des intelligences et des consciences dans le sens de ce qui est au cœur de nos quêtes d’humanité. Ce qui suppose de reconnaître que chacun et chacune détient des intuitions et des savoirs uniques pour avancer dans ces quêtes, y compris du côté des plus à la marge de la société.

Ce pourrait être la grâce à se souhaiter en ce XXI^e siècle, afin qu’il survive à ses émois et les transcende. ●

Éric Godin,
Maternité, bois et plâtre,
30,5 x 101,5 cm

L’écoféminisme, un nouvel humanisme?

ALICIA H. PULEO

À l’époque des Lumières, la notion d’humanisme a participé pleinement de la lutte contre les préjugés et les dominations – un combat auquel le féminisme, les socialismes et l’antiracisme sont encore aujourd’hui redevables. Si nous voulons que cette notion garde la signification révolutionnaire qu’elle a eue jadis, il faudrait la redéfinir, au XXI^e siècle, dans l’objectif de dépasser certains dualismes hiérarchisés dont elle est malgré tout porteuse, résultats d’une longue histoire de domination : culture/nature, homme/femme, raison/émotion, âme/corps, humain/animal, entre autres. L’écoféminisme – un courant minoritaire du féminisme – est certainement en mesure de contribuer à cette tâche indispensable qui nous fera avancer vers un monde plus juste.

Mon propos n’est évidemment pas de gommer la diversité et la complexité des courants écoféministes contemporains¹, ni encore moins d’avaliser une vision idyllique des sociétés non développées et un essentialisme que certaines théories écoféministes ont pu mettre de l’avant et qui considère les femmes comme des mères destinées par nature à devenir les anges de l’écosystème. Il s’agit plutôt de signaler, à travers un « écoféminisme critique² », certains aspects problématiques et ambigus de l’humanisme et de procéder à sa révision.

L’une des causes, en effet, de la crise écologique et sociétale contemporaine est à chercher, d’une part, dans la domination de la nature, qui aboutit à des catastrophes environnementales toujours plus graves et à la prédation dévastatrice des ressources de la Terre, et, d’autre part, dans l’instauration d’une hiérarchie de valeurs qui découle des activités fondamentalement masculines de la guerre et de la chasse, qui a exclu les femmes. Comme dans presque tous les courants de pensée émancipateurs ayant précédé le féminisme, la plupart de représentants de l’humanisme n’ont pas remis en question la subordination des femmes induite par cette hiérarchisation. Mais celles-ci, avec quelques hommes qui les ont appuyées, ont su extraire de ces courants des leçons de liberté et des conclusions universelles qui n’excluaient pas sur la base du sexe.

Le premier humanisme a ainsi eu ses femmes illustres. Christine de Pizan (1364-1430) a été la première femme qui a gagné sa vie en écrivant et, dans les républiques italiennes, quelques femmes érudites ont en-